



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

Arrêté du 1^{er} juillet 2022 portant mise en demeure à la société CONSTELLIUM de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à BIESHEIM

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,

Vu l'arrêté préfectoral 4 juillet 2016 autorisant la société CONSTELLIUM Neuf-Brisach à poursuivre l'exploitation des installations de fonderie et transformation d'aluminium à BIESHEIM,

Vu la visite d'inspection du site du 29 avril 2022,

Vu le rapport du 19 mai 2022 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, transmis à l'exploitant le 31/05/2022 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

Vu la transmission de l'exploitant du 16 juin 2022, concernant la mise en conformité de ses installations pour l'une des non-conformités relevée dans le rapport de l'inspection susvisé ;

Vu le rapport du 24 juin 2022 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

Considérant que lors de la visite d'inspection du 29 avril 2022, et lors de l'examen des documents associés, l'inspection des installations classées a constaté :

- que les surfaces géométriques de désenfumages sur le bâtiment "Vernissage 1&2" n'atteignent pas 1 % de la superficie du bâtiment associé, et qu'elle ne respectent donc pas les dispositions de l'article 8.4.3 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2016 susvisé,
- que les commandes manuelles d'actionnement des dispositifs de désenfumages du bâtiment « Vernissage 1&2 » ne sont pas fonctionnelles et ne sont pas disposées à proximité des accès, ce qui constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 8.4.3 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2016 susvisé,

- l'exploitant ne dispose pas des éléments permettant de justifier de l'actionnement automatique des dispositifs de désenfumage mis en place, ce qui constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 7.2.2 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2016 susvisé,
- l'exploitant n'affiche pas systématiquement dans les lieux fréquentés par le personnel les consignes générales de sécurité dont celles relatives aux mesures à prendre en cas de départ de feu et d'alerte à donner, ce qui constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 7.6.5 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2016 susvisé,
- l'un des extincteurs du bâtiment « Vernissage 1&2 » contrôlés était difficile d'accès du fait de la présence de caisse de stockage de pièces de maintenance à proximité immédiate du dispositif d'extinction, ce qui constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 7.6.2 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2016 susvisé,

Considérant que suite à la transmission du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, l'exploitant a transmis par courrier électronique du 16 juin 2022, les éléments montrant que la non conformité relative à l'inaccessibilité d'un des systèmes de lutte contre l'incendie a été levée ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société CONSTELLIUM, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est zone industrielle portuaire Rhénane nord RD52 à Biesheim, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations sis à la même adresse.

Article 2 : **Au plus tard le 31 décembre 2022**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 7.6.5 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2016 susvisé :

« Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

[...]

- *les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,*
- *la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,*
- *la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.»*

Article 3 : Au plus tard le 31 décembre 2022 , l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 8.4.3 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2016 susvisé :

«Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur [...] Ces dispositifs doivent être [...] à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.»

Article 4 : Au plus tard le 31 décembre 2022, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 7.2.2 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2016 susvisé :

« L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs liés aux éléments [...] de désenfumage. »

Article 5 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 6 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 1^{er} juillet 2022

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT